06

Industrie et services

1662-1500

Structure des PME suisses en 2015

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Neuchâtel 2017

Structure des PME suisses en 2015

Rédaction Sam Banatte, OFS
Contenu Sam Banatte, OFS
Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2017

Éditeur:	Office fédéral de la statistique (OFS)
Renseignements:	statent@bfs.admin.ch, tél. 058 463 62 66
Rédaction:	Sam Banatte, OFS
Contenu:	Sam Banatte, OFS
Série:	Statistique de la Suisse
Domaine:	06 Industrie et services
Langue du texte original:	français
Mise en page:	section DIAM, Prepress/Print
Graphiques:	section DIAM, Prepress/Print
Page de titre:	OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Bienne; photo: © Joss – Fotolia.com
Impression:	en Suisse
Copyright:	OFS, Neuchâtel 2017 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
Commandes d'imprimés:	Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61, order@bfs.admin.ch
Prix:	Fr. 7.– (TVA excl.)
Téléchargement:	www.statistique.ch (gratuit)
Numéro OFS:	1662-1500
ISBN:	978-3-303-06323-1

Table des matières

1 Introduction 5

2 Structure de l'économie suisse 6

3 Le rôle et la structure des PME suisses 8

4 PME dans les régions et les cantons 11

5 Les PME selon l'activité économique 13

6 PME selon la forme juridique 16

7 Les PME en comparaison internationale 18

8 Conclusion 20

Annexe 21

1 Introduction

Les petites et moyennes Entreprises (PME) suscitent un intérêt accru ces dernières années. Ceci est notamment dû au fait qu'elles sont des facteurs importants de l'économie suisse. En effet, le paysage économique helvétique est constitué essentiellement de microentreprises et d'entreprises de taille petite et moyenne. Les PME sont par conséquent au centre de l'attention et bénéficient de programmes de soutien dans le cadre de politiques spécifiques. Parmi les politiques publiques relatives aux PME, on peut citer par exemple, la promotion de l'entrepreneuriat, des compétences et de l'innovation[1]; l'amélioration de l'accès des PME aux marchés; l'allégement des formalités administratives ou encore l'amélioration du potentiel de croissance des PME[2].

Le terme de petites et moyennes entreprises s'applique en général à des entreprises qui n'atteignent pas des valeurs seuils en termes de nombre d'emplois. La définition de valeurs seuils pour les PME est en effet importante lors de la sélection des entreprises qui vont bénéficier de politiques publiques spécifiques. On distingue ainsi les petites et moyennes entreprises (PME), d'une part, et les grandes entreprises, d'autre part.

Cet intérêt se traduit également par une demande au niveau des statistiques économiques. Pour répondre à cette demande, l'Office fédéral de la statistique (OFS) publie la présente analyse, réalisée sur la base de la statistique structurelle des entreprises (STATENT). Celle-ci est disponible depuis 2011.

Après avoir présenté des chiffres sur la structure générale de l'économie suisse, cette publication analyse l'évolution du nombre de PME et de leurs effectifs, par secteur économique, sur la période 2011 à 2015. La distribution cantonale, la répartition dans les différentes branches d'activités économiques (NOGA) et la ventilation selon les formes juridiques complètent cette analyse. Un dernier chapitre met en perspectives les chiffres suisses par rapport à une sélection de pays.

Cette publication s'adresse à un large public. L'accent est davantage mis sur la structure des PME en 2015. Une analyse semblable a été conduite sur l'année 2014. Les analyses proposées peuvent intéresser les milieux politiques, les chercheurs et les étudiants, ainsi que les professionnels des médias.

---

1 voir par exemple: https://www.kti.admin.ch/kti/fr/home/ueber-uns/foerderbereiche/start-up-und-unternehmertum.html

2 voir par exemple: https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Standortfoerderung/KMU-Politik.html

2 Structure de l'économie suisse

Différents types d'unités interagissent afin de former le tissu économique de la Suisse. Pour étudier la structure économique de notre pays et ainsi ancrer le cadre de cette publication, il est nécessaire de commencer par faire la distinction entre le secteur privé et le secteur public, puis entre les unités dites marchandes et les unités non marchandes. Ces termes sont importants dans le cadre de la comptabilité nationale suisse, qui constitue le cadre de référence des analyses macroéconomiques. Ces termes sont brièvement présentés ci-dessous:

– On considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication.
– On considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand.

Le classement possible des différentes unités est donné dans le tableau T 1 ci-dessous. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie est surlignée en gris dans la partie inférieure du tableau T 1. Par conséquent, les analyses, présentées dans les prochains chapitres, se réfèrent exclusivement aux entreprises, c'est-à-dire aux producteurs de type marchand.

Le tableau T 2 ci-après donne un aperçu du nombre d'unités marchandes et non marchandes des secteurs privé et public sur la période 2011 à 2015. Il illustre bien l'importance des entreprises comme acteur économique.

Le tableau T 2 montre que la très grande majorité (97,3%) des unités appartient au secteur privé marchand. Ce dernier correspond aux entreprises privées. Les organisations privées qui n'ont pas un caractère marchand, généralement dénommées «institutions sans but lucratif au service des ménages» (ISBLM)[1], arrivent loin derrière avec une part relative de 1,8%. Quant aux organisations du secteur public (marchandes et non marchandes confondues)[2], elles représentent 0,9% du total des unités observées.

Unités marchandes et non marchande selon le secteur **T 1**

Unité	Secteur privé	Secteur public
Non marchande	Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBL)	Administrations
Marchande	Entreprises privées	Entreprise publiques

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2017

Nombre d'unités par secteur, de 2011 à 2015 **T 2**

Unité	Secteur privé						Secteur public					
	2011	2012	2013	2014[1]	2015[2]	en %	2011	2012	2013	2014[1]	2015[2]	en %
Non marchande	10 180	10 341	10 538	10 665	10 886	1,8	4 288	4 524	4 514	4 436	4 376	0,7
Marchande	551 405	556 106	561 738	577 662	581 083	97,3	1 138	910	889	875	871	0,2
Total	**561 585**	**566 447**	**572 276**	**588 327**	**591 969**	**99,1**	**5 426**	**5 434**	**5 403**	**5 311**	**5 247**	**0,9**

[1] données révisées
[2] résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2017

[1] Il s'agit par exemple des partis politiques, des syndicats, et des associations de consommateurs.

[2] Il s'agit par exemple des administrations publiques cantonales ou communales.

Si – au niveau du nombre d'unités – les entreprises occupent presque entièrement le paysage économique suisse, la répartition est plus nuancée lorsqu'on s'intéresse à la ventilation des emplois. Le tableau T3 affiche la répartition des emplois de 2011 à 2015 selon le type d'organisation et le secteur:

Il ressort du tableau T3 que les entreprises marchandes du secteur privé totalisent 81,7% des emplois dénombrés en Suisse. Les unités privées non marchandes (ISBLSM) viennent nettement plus loin avec une part relative de 3,5%.

Le secteur public regroupe 14,8% des emplois. Ces derniers se répartissent entre les entreprises publiques marchandes (4,6%) et les unités institutionnelles non marchandes ou administrations (10,2%).

Si l'on considère l'évolution des entreprises marchandes depuis 2011, on constate que tant le nombre d'entreprise que le nombre d'emplois ont toujours évolué positivement dans le secteur privé (respectivement +1,3% et +1,1% en moyenne annuelle). À l'inverse, le secteur public connaît des évolutions fortement négatives du nombre d'entreprises publiques notamment en début de période[3] (–6,5% en moyenne annuelle) ainsi que des variations contrastées du nombre d'emplois (–2,2% en moyenne annuelle)[4].

Nombre d'emplois selon le secteur, de 2011 à 2015 — T3

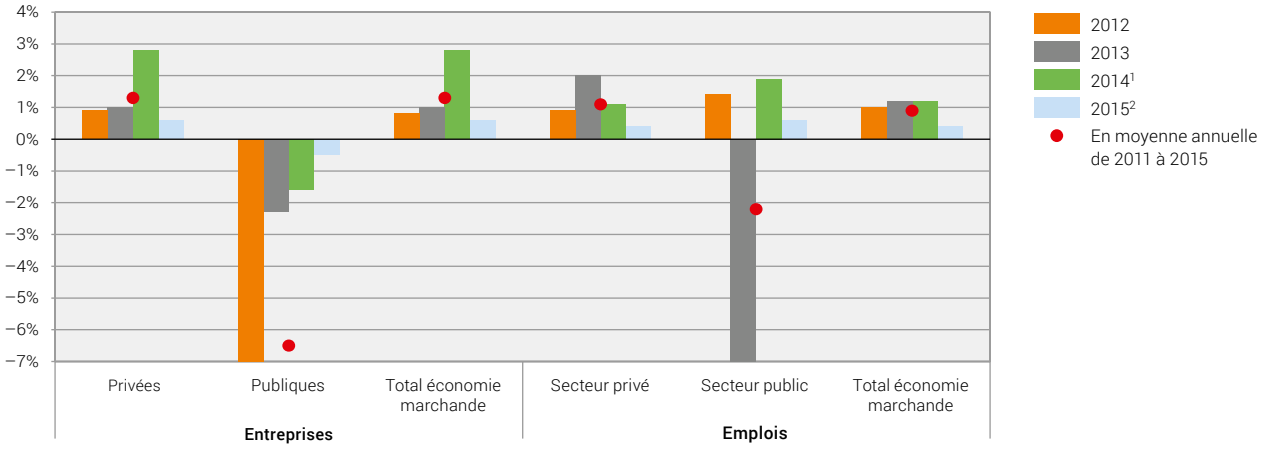
Unité	Secteur privé						Secteur public					
	2011	2012	2013	2014[1]	2015[2]	en %	2011	2012	2013	2014[1]	2015[2]	en %
Non marchande	162 173	164 739	169 197	173 517	178 463	3,5	482 673	488 832	496 136	504 789	516 231	10,2
Marchande	3 968 758	4 006 228	4 087 599	4 134 389	4 149 145	81,7	257 104	260 634	229 221	233 578	235 076	4,6
Total	**4 130 931**	**4 170 967**	**4 256 796**	**4 307 906**	**4 327 608**	**85,2**	**739 777**	**749 466**	**725 357**	**738 367**	**751 307**	**14,8**

[1] données révisées
[2] résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

Évolution du nombre d'entreprises et d'emplois de l'économie marchande par secteur, de 2011 à 2015 — G1



[1] données révisées
[2] résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

[3] En 2012, les entreprises marchandes du secteur public affichent une variation négative de –20%. Ce recul provient principalement de reclassements d'unités existantes qui ont été intégrées dans des administrations publiques. Il s'agit essentiellement des services forestiers communaux et autres activités forestières (bourgeoisies propriétaires de forêts, etc.) qui sont reclassées comme une administration de corporation de droit public (Forme juridique 24).

[4] En 2013, les emplois des entreprises marchandes du secteur public reculent de –12%. Cette variation s'explique par la redéfinition de la forme juridique de La Poste Suisse. Aux termes de la loi fédérale sur l'organisation de La Poste Suisse (RS 783.1), cette entreprise passe du statut d'«Institut de droit public» à «société anonyme». Les emplois de la poste sont ainsi redirigés vers le secteur «privé».

3 Le rôle et la structure des PME suisses

Le tissu économique de notre pays est constitué essentiellement de PME. Ces dernières se définissent comme les entreprises qui occupent moins de 250 personnes. Au vu de l'information disponible, seul le critère de l'emploi est possible dans notre pays[1]. Le tableau T4 ci-dessous présente les différentes ventilations disponibles.

Définition des PME **T4**

Type d'entreprises	Classes de taille PME
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
Petites et moyennes entreprises (PME)	1 à 249 emplois
Grandes entreprises	250 emplois ou +

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2017

Si on devait faire un portrait-type de l'entreprise suisse, on pourrait retenir les éléments suivants:

- Quelques 99,7% des entreprises sont des PME. Elles représentent env. 67,8% de l'emploi total des entreprises marchandes.
- En moyenne, une PME suisse emploie 7,5 personnes.
- Ces valeurs sont très stables durant la période sous revue.

Les tableaux suivants permettent une analyse plus fine. Ainsi, le tableau T5 montre que le groupe des **microentreprises** est de loin celui qui compte le plus d'unités. Par rapport au total des entreprises, la part de ce groupe a faiblement augmenté entre 2011 et 2015, passant de 89,5% à 89,8%. La répartition par secteur économique indique que le secteur primaire est celui qui compte la proportion la plus élevée de microentreprises (environ 98,5% en 2015), devant le secteur tertiaire (environ 90,7%). Le secteur secondaire présente une proportion nettement plus faible (quelque 79,9%).

Comparées aux microentreprises, les **petites entreprises** de 10 à 49 emplois suivent une tendance inverse, tout aussi peu marquée. En effet la part de ce groupe fléchit de 8,7% en 2011 à 8,4% du total des entreprises en 2015. Le secteur secondaire affiche la proportion la plus importante de petites entreprises (environ 16,4%), devant le tertiaire (7,7%) et le secteur primaire (environ 1,4%).

Le groupe des **moyennes entreprises** (50 à 249 emplois) affiche la plus grande stabilité: sa part oscille entre 1,5% et 1,6% durant la période sous revue. Les moyennes entreprises sont proportionnellement les plus nombreuses dans le secteur secondaire (3,1%), suivi du tertiaire (1,4%). Le secteur primaire ne connaît presque pas cette taille d'unités (0,1%).

Si les PME constituent la quasi-totalité de l'économie marchande au niveau du nombre d'entreprises, la situation est moins contrastée au niveau de l'emploi. Pour cette dimension, les PME rassemblent deux tiers des places de travail. Comme l'indique le tableau T6, cette position baisse légèrement sur la période 2011–2015.

En 2015, les PME comptent 2 976 754 emplois, soit 67,9% du total dénombré dans les entreprises marchandes. Ces emplois se répartissent entre les microentreprises (26,3%), les petites entreprises (21,6%) et les moyennes entreprises (20,0%). La répartition par taille de classe est ainsi moins «polarisée» pour l'emploi que pour les entreprises.

Si l'on compare l'importance en 2015 des différentes classes de taille selon les secteurs économiques, on observe que les **microentreprises** jouent un rôle particulièrement important dans le secteur primaire. Elles totalisent en effet 89,4% des emplois de ce secteur, contre moins d'un tiers (environ 26,2%) dans le tertiaire et seulement 17,2% dans le secondaire.

Les **petites entreprises** ont la proportion d'emplois la plus élevée dans le secteur secondaire (27,3%); suivent le secteur tertiaire (20,3%) et – avec un décrochement important – le secteur primaire (8,2%).

La proportion d'emplois dans les **moyennes entreprises** est également plus élevée dans le secondaire (25,7%) que dans le tertiaire (19,0%) et le primaire (2,2%).

[1] La définition des PME pourrait reposer sur différents critères. Ainsi, outre le nombre de personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères au choix: le chiffre d'affaires annuel (limité 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (maximum 43 millions d'euros). En Suisse, faute d'alternatives, seul l'emploi est utilisé pour définir les PME.
Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, on peut consulter: http://ec.europa.eu/eurostat/web/structural-business-statistics/structural-business-statistics/sme

Nombre d'entreprises marchandes par secteur économique et classes de taille, de 2011 à 2015 T5

	2011		2012		2013		2014[1]		2015[3]	
	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]
Total économie marchande	**552 543**	**100,0**	**557 016**	**100,0**	**562 627**	**100,0**	**578 537**	**100,0**	**581 954**	**100,0**
Total PME	551 028	99,7	555 481	99,7	561 064	99,7	576 973	99,7	580 391	99,7
Microentreprises	494 728	89,5	498 707	89,5	503 683	89,5	519 216	89,7	522 380	89,8
Petites entreprises	47 824	8,7	48 181	8,6	48 598	8,6	48 848	8,4	49 130	8,4
Moyennes entreprises	8 476	1,5	8 593	1,5	8 783	1,6	8 909	1,5	8 881	1,5
Grandes entreprises	1 515	0,3	1 535	0,3	1 563	0,3	1 564	0,3	1 563	0,3
Secteur primaire	**58 655**	**100,0**	**57 300**	**100,0**	**55 823**	**100,0**	**54 951**	**100,0**	**54 566**	**100,0**
Total PME	58 654	100,0	57 299	100,0	55 822	100,0	54 950	100,0	54 565	100,0
Microentreprises	57 875	98,7	56 536	98,7	55 049	98,6	54 141	98,5	53 739	98,5
Petites entreprises	749	1,3	731	1,3	739	1,3	773	1,4	784	1,4
Moyennes entreprises	30	0,1	32	0,1	34	0,1	36	0,1	42	0,1
Grandes entreprises	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**
Secteur secondaire	**89 909**	**100,0**	**90 128**	**100,0**	**90 192**	**100,0**	**91 158**	**100,0**	**90 948**	**100,0**
Total PME	89 426	99,5	89 639	99,5	89 711	99,5	90 677	99,5	90 469	99,5
Microentreprises	71 582	79,6	71 754	79,6	71 782	79,6	72 814	79,9	72 690	79,9
Petites entreprises	14 979	16,7	14 995	16,6	14 992	16,6	14 944	16,4	14 916	16,4
Moyennes entreprises	2 865	3,2	2 890	3,2	2 937	3,3	2 919	3,2	2 863	3,1
Grandes entreprises	483	0,5	489	0,5	481	0,5	481	0,5	479	0,5
Secteur tertiaire	**403 979**	**100,0**	**409 588**	**100,0**	**416 612**	**100,0**	**432 428**	**100,0**	**436 440**	**100,0**
Total PME	402 948	99,7	408 543	99,7	415 531	99,7	431 346	99,7	435 357	99,8
Microentreprises	365 271	90,4	370 417	90,4	376 852	90,5	392 261	90,7	395 951	90,7
Petites entreprises	32 096	7,9	32 455	7,9	32 867	7,9	33 131	7,7	33 430	7,7
Moyennes entreprises	5 581	1,4	5 671	1,4	5 812	1,4	5 954	1,4	5 976	1,4
Grandes entreprises	1 031	0,3	1 045	0,3	1 081	0,3	1 082	0,3	1 083	0,2

1 données révisées
2 part relative de chaque classe de taille par secteur économique
3 résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

Nombre d'emplois des entreprises marchandes par secteur économique et classes de taille, de 2011 à 2015 T6

	2011		2012		2013		2014[1]		2015[3]	
	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]	Nombre d'entreprises	Part relative en %[2]
Total économie marchande	**4 225 862**	**100,0**	**4 266 862**	**100,0**	**4 316 820**	**100,0**	**4 366 794**	**100,0**	**4 384 221**	**100,0**
Total PME	2 882 040	68,2	2 906 994	68,1	2 933 529	68,0	2 968 877	68,0	2 976 754	67,9
Microentreprises	1 123 163	26,6	1 128 959	26,5	1 134 389	26,3	1 149 979	26,3	1 153 357	26,3
Petites entreprises	918 820	21,7	928 415	21,8	935 596	21,7	941 064	21,6	945 698	21,6
Moyennes entreprises	840 057	19,9	849 620	19,9	863 544	20,0	877 834	20,1	877 699	20,0
Grandes entreprises	1 343 822	31,8	1 359 868	31,9	1 383 291	32,0	1 397 917	32,0	1 407 467	32,1
Secteur primaire	**167 852**	**100,0**	**164 480**	**100,0**	**161 899**	**100,0**	**161 547**	**100,0**	**159 645**	**100,0**
Total PME	167 495	99,8	164 128	99,8	161 553	99,8	161 182	99,8	159 285	99,8
Microentreprises	152 924	91,1	149 490	90,9	146 360	90,4	144 948	89,7	142 757	89,4
Petites entreprises	12 087	7,2	12 037	7,3	12 407	7,7	13 249	8,2	13 095	8,2
Moyennes entreprises	2 484	1,5	2 601	1,6	2 786	1,7	2 985	1,8	3 433	2,2
Grandes entreprises	**357**	**0,2**	**352**	**0,2**	**346**	**0,2**	**365**	**0,2**	**360**	**0,2**
Secteur secondaire	**1 092 158**	**100,0**	**1 097 551**	**100,0**	**1 100 803**	**100,0**	**1 104 688**	**100,0**	**1 091 086**	**100,0**
Total PME	771 285	70,6	771 180	70,3	775 786	70,5	776 954	70,3	765 945	70,2
Microentreprises	187 152	17,1	187 692	17,1	188 354	17,1	189 047	17,1	188 126	17,2
Petites entreprises	299 534	27,4	300 011	27,3	300 178	27,3	299 476	27,1	297 916	27,3
Moyennes entreprises	284 599	26,1	283 477	25,8	287 254	26,1	288 431	26,1	279 903	25,7
Grandes entreprises	320 873	29,4	326 371	29,7	325 017	29,5	327 734	29,7	325 141	29,8
Secteur tertiaire	**2 965 852**	**100,0**	**3 004 831**	**100,0**	**3 054 118**	**100,0**	**3 100 559**	**100,0**	**3 133 490**	**100,0**
Total PME	1 943 260	65,5	1 971 686	65,6	1 996 190	65,4	2 030 741	65,5	2 051 524	65,5
Microentreprises	783 087	26,4	791 777	26,4	799 675	26,2	815 984	26,3	822 474	26,2
Petites entreprises	607 199	20,5	616 367	20,5	623 011	20,4	628 339	20,3	634 687	20,3
Moyennes entreprises	552 974	18,6	563 542	18,8	573 504	18,8	586 418	18,9	594 363	19,0
Grandes entreprises	1 022 592	34,5	1 033 145	34,4	1 057 928	34,6	1 069 818	34,5	1 081 966	34,5

[1] données révisées
[2] part relative de chaque classe de taille par secteur économique
[3] résultats provisoires

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

4 PME dans les régions et les cantons

Une analyse de la situation des PME en Suisse ne saurait être complète sans une description des aspects régionaux. Il s'agit, d'une part, d'identifier les centres qui comptent les plus fortes concentrations de PME et, d'autre part, de déterminer quels types de PME jouent un rôle important pour l'emploi dans les différents types de régions (centrales, périphériques, etc.).[1] À cet effet, on commencera par étudier la situation des PME au niveau des grandes régions, avant de passer à l'échelon cantonal.

En 2015, le Tessin, la Suisse centrale et la Suisse orientale présentent une situation semblable, avec des parts relatives de PME particulièrement élevées (99,8%) par rapport au total des entreprises marchandes. Avec des différences très minimes, on trouve ensuite la Région lémanique, l'Espace Mitteland, la Suisse du Nord-Ouest (99,7%) et enfin la grande région de Zurich (99,6%). Les écarts entre les grandes régions sont donc minimes.

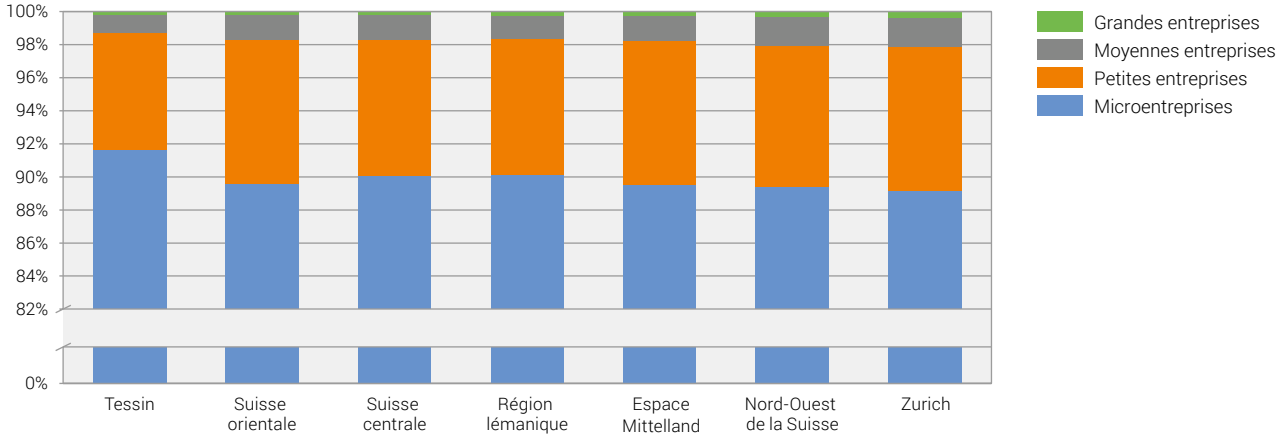
Le graphique G 2 représente la distribution des entreprises par classe de taille: on constate que toutes les régions ont une proportion très élevée de microentreprises, partout proche de 90%. Le Tessin arrive en tête avec 91,7% de microentreprises, devant la Région lémanique et la Suisse centrale (90,1%), elles-mêmes suivies de près par la Suisse orientale (89,6%), l'Espace Mittelland (89,5%), la Suisse du Nord-Ouest (89,4%) et Zurich (89,2%).

Les petites entreprises et les moyennes entreprises sont proportionnellement les plus nombreuses dans la grande région de Zurich (respectivement 8,7% et 1,7%). L'Espace Mittelland et la Suisse orientale (8,7% et 1,5%) affichent des parts légèrement plus faibles dans le cas des petites et moyennes entreprises.

Après avoir examiné la situation dans les grandes régions, il est intéressant de voir ce qu'il en est dans les cantons.

Sans surprise, la part des PME est très forte dans tous les cantons et peu de différences sont observées. Les PME représentent entre 99,5% (Bâle-Ville) et 100% (Appenzell Rhodes-Intérieures) du total des entreprises suisses. Comme illustré dans le graphique G 3, la répartition entre les classes de taille varie faiblement entre les cantons, qu'ils soient urbains ou ruraux. Ainsi la part oscille entre 88,6% et 92,9% pour les microentreprises, entre 6,0% et 9,5% pour les petites entreprises et entre 1,1% et 1,9% pour les moyennes entreprises. Le reste, soit les grandes entreprises, représente entre 0% et 0,6% du total.

Structure des entreprises par grande région et par classes de taille, en 2015 **G 2**

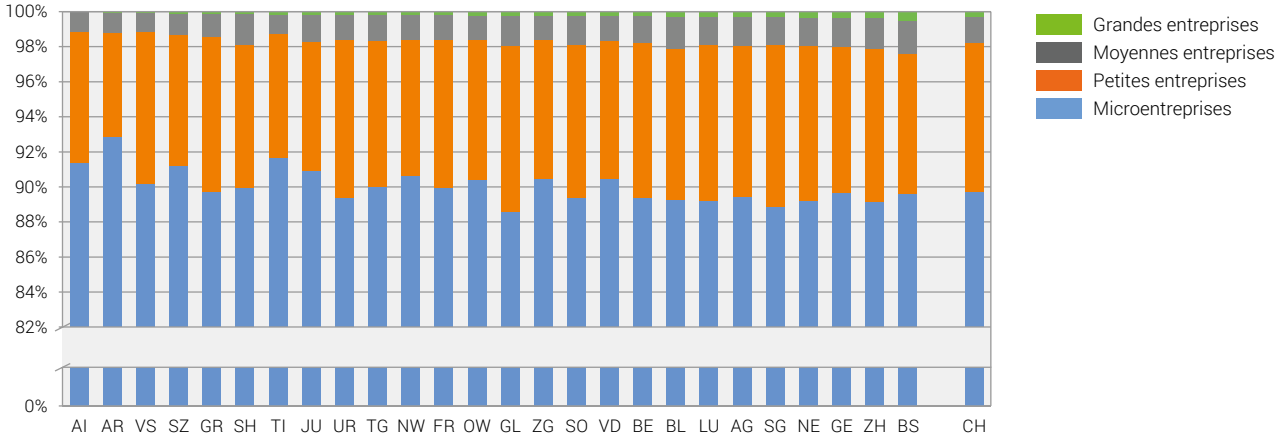


Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

[1] Par convention, la domiciliation des PME est située au lieu de résidence du siège administratif de l'entreprise. En d'autres termes, la région ou le canton qui accueille le siège d'une PME reçoit tous les emplois de celle-ci, indépendamment du lieu de travail effectif des personnes qu'elle emploie.

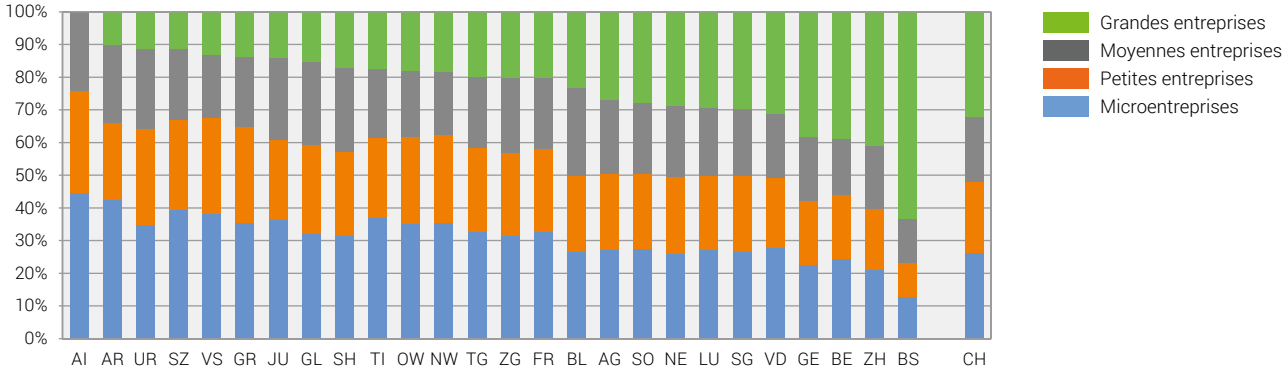
Répartition des entreprises par canton et classes de taille, en 2015 **G 3**



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

Répartition des emplois par canton et classes de taille, en 2015 **G 4**



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

Au niveau des emplois, la situation est plus contrastée (cf. graphique G 4). On retrouve les deux cantons aux extrémités du classement, Bâle-Ville et Appenzell Rhodes-Intérieures qui ont respectivement 36,7% et 100% d'emplois dans les PME.

Les similitudes entre la répartition des PME et la répartition des emplois des PME s'arrêtent là. Le graphique G 4 montre clairement des structures différentes entre les cantons urbains (Bâle-Ville, Zurich, Genève) et les cantons plus ruraux (Appenzell Rhodes-Intérieures, Appenzell Rhodes-Extérieures, Schwytz, Uri, Valais). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises tandis que les seconds disposent d'emplois principalement dans les micros et les petites entreprises. D'autres cantons affichent une distribution plus homogène de l'emploi entre les classes de taille. C'est notamment le cas du canton de Bâle-Campagne où l'écart des parts entre les différentes classes est seulement de 4 points de pourcent (microentreprises: 26,7%, petites entreprises: 23,0%, moyennes entreprises: 27,0%, grandes entreprises: 23,2%). À l'inverse, les résultats de certains autres cantons indiquent une différence plus marquée entre les classes de taille. Ainsi, dans le Valais, 38,1% des emplois sont dans des microentreprises, 29,4% dans des petites entreprises, 19,4% dans les moyennes entreprises et 13,1% dans les grandes entreprises

Au niveau de la Suisse, la part de l'emploi des PME est restée stable entre 2014 et 2015 (de 68,0% à 67,9%, soit une variation −0,1 point de pourcent). Elle a été davantage fluctuante au niveau des cantons. Ainsi, l'emploi des PME a gagné en importance dans les cantons de Schaffhouse (+1,7 points de pourcent), d'Uri et de Neuchâtel (+1,2 points de pourcent chacun). À l'inverse, le poids des PME s'est atténué dans les cantons de Nidwald (−2,5 point de pourcent), de Soleure (−0,9 point de pourcent) et de Lucerne (−0,8 point de pourcent).

5 Les PME selon l'activité économique

Dans ce chapitre, nous examinons si les PME sont plus fortement représentées dans certaines branches économiques[1] que dans d'autres et si la structure des PME diffère selon l'activité économique.

Il ressort du graphique G 5 que les PME sont présentes dans toutes les branches économiques, les microentreprises en constituant toujours la majorité. Comme souligné précédemment, les microentreprises dominent surtout dans le secteur primaire.

Dans plusieurs domaines du secteur secondaire, tels que les «industries extractives, la production» et la «distribution d'énergie» ou la «construction», il y proportionnellement nettement moins de microentreprises que dans le secteur primaire ou le tertiaire. Les petites et moyennes entreprises sont en revanches plus représentées dans le secteur industriel que dans le primaire ou le tertiaire. Au vu de ce qui précède, il n'est pas étonnant non plus de trouver davantage de grandes entreprises dans le secteur secondaire.

Répartition des entreprises par branche économique et classes de taille, en 2015 **G 5**

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

[1] La liste activités économiques est donnée par la Nomenclature générale des activités économiques, NOGA 2008. Une vue complète des positions et sous positions NOGA est fournie en annexe.

L'analyse qui suit est centrée sur l'emploi par branche économique. On peut relever que les branches ayant un faible nombre d'entreprises ont également été prises en considération, vu que ces dernières comptent une proportion d'emplois qui peut être importante.

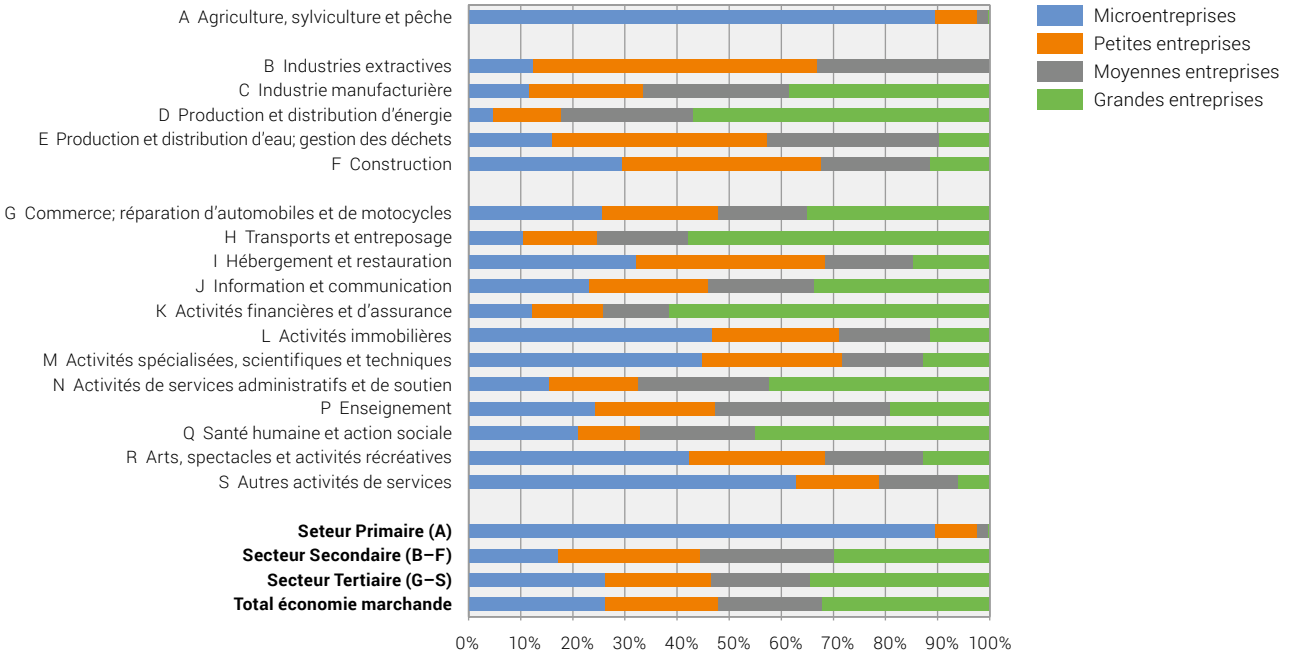
Le graphique G6 présente la répartition des emplois par classes de taille et par branche économique. On y découvre des différences importantes du poids des PME entre les branches économiques. Certaines branches présentent des proportions d'emplois élevées dans les **grandes entreprises**. C'est le cas en particulier des branches «Production et distribution d'énergie», «Transports et entreposage», «Activités financières et d'assurance» ou «Santé humaine et action sociale». A l'inverse, d'autres branches affichent des parts élevées d'emplois dans les **PME**. C'est le cas par exemple des branches «Agriculture, sylviculture et pêche», «Hébergement et restauration», «Construction», «Activités immobilières», «Arts, spectacles et activités récréatives», ainsi que «ctivités spécialisées, scientifiques et techniques».

Les branches «Industries extractives», «Production et distribution d'eau, gestion des déchets», «Construction» et «Enseignement» se démarquent avec des parts relativement élevées d'emplois dans les petites et les moyennes entreprises.

Ce graphique appelle notamment les commentaires suivants:

– La branche «Santé humaine et action sociale» a une répartition des emplois assez proche de celle de la moyenne du secteur des services pour les micros entreprises (21,0% contre 26,2% pour l'ensemble du secteur des services) et les moyennes entreprises (22,1% contre 19,0%). Par contre, les emplois dans les grandes entreprises sont nettement plus importants dans cette branche (44,9% contre 34,5%). Cette caractéristique vient du fait que plus de la moitié des emplois dans les «Activités pour la santé humaine», qui représente env. 69% du total de la branche, se trouve dans les grandes entreprises alors que près d'un tiers de l'emploi se trouve dans des microstructures. D'autre part, l'«Hébergement médico-social et social», qui représente env. 24% des emplois du total de la branche, emploie des personnes essentiellement dans les moyennes et les grandes unités.
– Dans la branche «Transports et entreposage», la part d'emplois dans les microentreprises (10,5%) est nettement inférieure à la moyenne du secteur tertiaire dans son ensemble (26,2%). Par contre, la part des emplois dans les grandes entreprises atteint 57,8% du total. Une analyse plus approfondie montre que cette branche a en fait deux profils très différents au niveau des emplois. On trouve des domaines où les emplois dans les grandes entreprises dominent nettement et des domaines où les emplois se trouvent majoritairement dans les petites et les moyennes entreprises. Le premier profil-type se trouve dans les «activités de poste et de courrier» (93,0% des emplois dans les grandes entreprises) et dans les «Transports aériens» (76,9%). Le second profil-type englobe notamment les transports terrestres et transports par conduite (54,9% d'emplois dans les PME) et les transports par eau (65,1% d'emplois dans les PME).
– Dans la branche «Autres activités de services», la part des emplois dans les microentreprises est particulièrement élevée (62,9% contre 26,2% pour l'ensemble du secteur tertiaire). L'importance des microentreprises pour cette branche vient principalement des «Autres services personnels», où les emplois se trouvent très majoritairement (77,9%) dans les microentreprises. L'autre composante importante de cette branche, les «Activités des organisations associatives», a des emplois surtout dans les petites (30,9%) et moyennes (35,5%) entreprises.

Répartition des emplois par branche économique et classes de taille, en 2015 **G6**



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

– La branche «Arts, spectacles et activités récréatives» a également une structure différente de celle du secteur des services, avec une prépondérance des petites unités. Ceci peut être expliqué par le fait que les «Activités créatives, artistiques et de spectacle», ainsi que les «Activités sportives, récréatives et de loisirs» qui composent 93,4% de l'emploi total de la branche, sont constituées en grande partie de micro et de petites entreprises (67,7% des emplois de la branche).

6 PME selon la forme juridique

Une autre caractéristique des PME qui peut être analysée est la ventilation par forme juridique. Le graphique G 7 met en évidence le fait que les microentreprises sont dominantes dans toutes les formes juridiques considérées, exception faite des entreprises publiques. Cette structure est particulièrement fréquente dans les formes juridiques «Entreprises individuelles», «Sociétés de personnes» et «Sociétés à responsabilité limitée» (Sàrl).

Dans la forme juridique «Entreprises publiques», les tailles les plus fréquentes sont les **petites et les moyennes entreprises**. Cette taille d'entreprise est également relativement fréquente parmi les «Sociétés par actions», les «Sociétés coopératives», les «Associations et fondations» et les «Sociétés de capitaux étrangers».

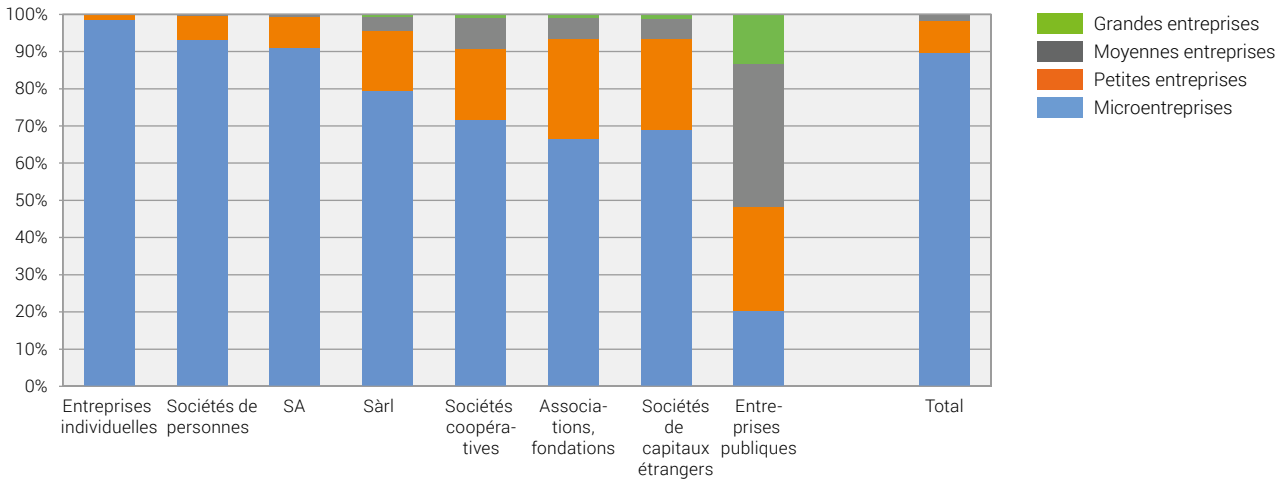
Dans l'ensemble, si l'on considère la structure des classes de taille des PME selon la forme juridique, on constate que leur répartition est mieux équilibrée parmi les entreprises publiques que parmi les autres formes de sociétés.

On obtient une image à nouveau plus nuancée si l'on étudie les chiffres de l'emploi selon la forme juridique (graphique G 8).

Là encore, on trouve les parts d'emplois les plus élevées des **microentreprises** parmi les «Entreprises individuelles», les «Sociétés de personnes» et les «Sociétés à responsabilité limitée». L'importance des microentreprises se réduit toutefois sensiblement parmi les autres formes juridiques, leur part dans l'emploi total n'atteignant que des pourcentages relativement faibles.

À l'opposé, les parts dans l'emploi des **petites et moyennes entreprises** sont nettement supérieures à celles des microentreprises dans le cas des «Associations, fondations», des «Sociétés de capitaux étrangers» et des «Sociétés par actions». On note finalement que les formes juridiques «Sociétés coopératives» et «Entreprises publiques» emploient des personnes essentiellement dans des grandes structures. Ceci a une influence relativement modeste sur la structure globale des PME dans l'économie dans la mesure où le poids de ces formes juridiques est relativement faible, tant en termes d'unités que d'emplois.

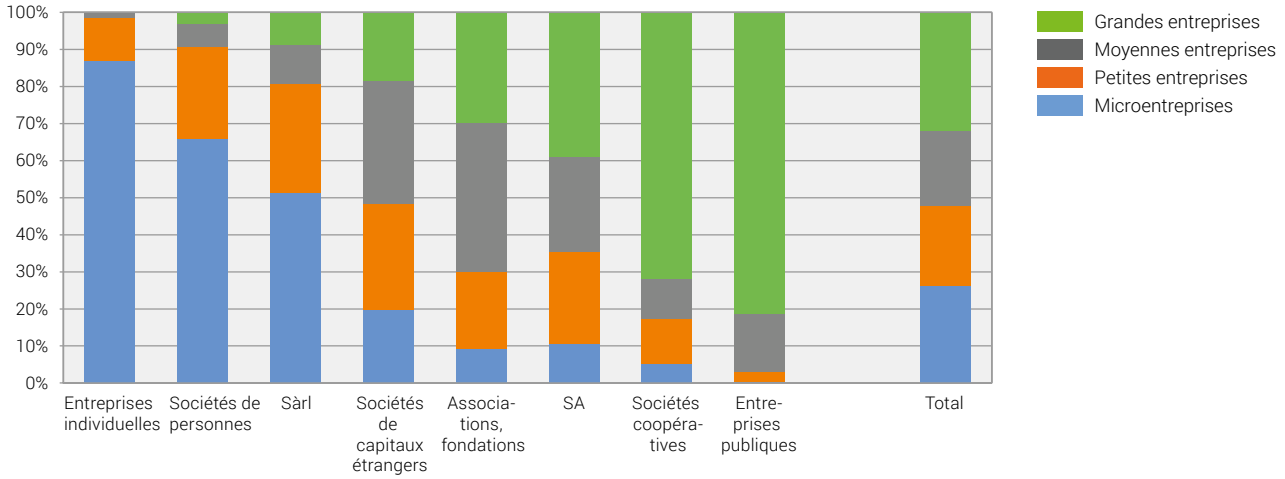
Répartition des entreprises par classes de taille et par forme juridique, en 2015 **G 7**



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

Répartition des emplois par classes de taille et par forme juridique, en 2015 G 8



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

7 Les PME en comparaison internationale

Au niveau international, les PME représentent la très grande majorité des entreprises actives en 2014, dernière année pour laquelle des données sont disponibles pour un nombre significatif de pays[1]. La part des PME est généralement supérieure à 99,5% pour l'ensemble de l'économie marchande[2] et cette proportion varie faiblement entre les pays. Le Luxembourg et la Nouvelle Zélande sont les pays avec le plus faible taux de PME (99,5%) alors qu'en Grèce, quasi l'intégralité des entreprises

Répartition des entreprises par classes de taille pour une sélection de pays, en 2014 **T 7**

Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	96,4%	3,3%	0,3%	100,0%	0,0%	693 027
Italie	95,0%	4,4%	0,5%	99,9%	0,1%	3 690 016
Portugal	95,3%	4,0%	0,6%	99,9%	0,1%	776 983
Espagne	94,8%	4,5%	0,6%	99,9%	0,1%	2 352 611
France	95,5%	3,8%	0,6%	99,9%	0,1%	3 134 222
Belgique	94,6%	4,6%	0,7%	99,9%	0,1%	590 233
Pays-Bas	95,2%	3,8%	0,8%	99,9%	0,1%	1 045 293
Suède	94,5%	4,6%	0,8%	99,9%	0,1%	652 570
Slovénie	94,6%	4,4%	0,8%	99,8%	0,2%	128 961
Turquie	96,6%	2,2%	1,0%	99,8%	0,2%	2 458 007
Pologne	95,1%	3,7%	1,0%	99,8%	0,2%	1 528 627
Norvège	91,6%	7,1%	1,1%	99,8%	0,2%	285 010
Finlande	91,3%	7,3%	1,2%	99,7%	0,3%	227 576
Danemark	89,1%	8,9%	1,7%	99,7%	0,3%	211 196
Suisse	**86,8%**	**11,0%**	**1,8%**	**99,7%**	**0,3%**	**364 264**
Autriche	87,2%	10,8%	1,6%	99,7%	0,3%	320 224
Royaume-Uni	89,0%	9,2%	1,5%	99,7%	0,3%	1 834 238
Roumanie	88,4%	9,5%	1,7%	99,6%	0,4%	452 290
Brésil	85,1%	12,8%	1,7%	99,6%	0,4%	3 222 794
Allemagne	83,5%	13,8%	2,3%	99,6%	0,4%	2 485 660
Luxembourg	87,3%	10,3%	1,9%	99,5%	0,5%	31 267
Nouvelle-Zélande	78,9%	18,0%	2,7%	99,5%	0,5%	103 236

Sources: OECD – SDBS Structural Business Statistics; OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

[1] Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics [ISIC Rev. 4]).

[2] Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratifs (ISBLSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBLSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture, les branches d'intermédiations financières (banques et assurances), les branches d'activités économiques proches de l'État (Enseignement, santé et action sociale) ainsi que les branches artistiques, récréatives et des autres activités de services. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

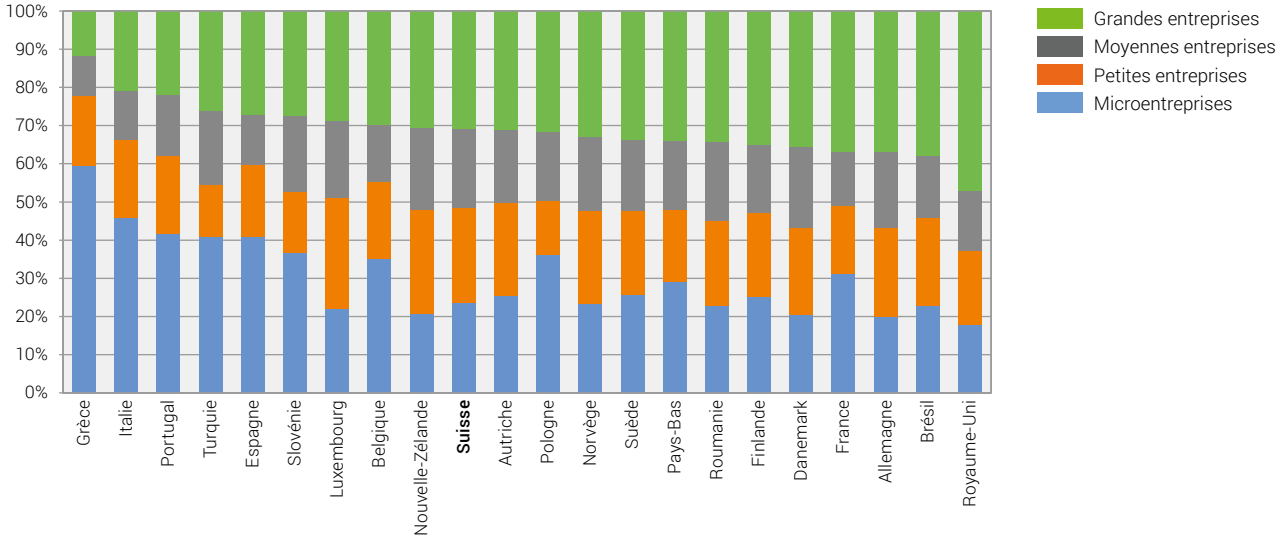
emploie moins de 250 personnes. Ce pays compte seulement 346 grandes entreprises sur 693 000 entreprises. Le pourcentage des PME suisses (99,7%) est légèrement inférieur à la moyenne des pays considérés (99,8%).

La répartition des PME dans les classes micros et petites est plus contrastée. La Nouvelle Zélande a le plus petit taux de microentreprises (78,9%) alors que la Turquie, la Grèce et la France enregistrent un fort taux de microentreprises (resp. 96,6%, 96,4% et 95,5%). L'importance des microstructures en Suisse (86,8%) est comparable à celle de l'Autriche (87,2%), du Brésil (85,1%) ou de l'Allemagne (83,5%). Ces pays affichent également une part relativement élevée de petites entreprises (entre 10,8% et 13,8%).

En termes d'emplois, on observe des différences particulièrement marquées au niveau de la structure par classes de taille entre les pays. La Suisse compte une part d'emplois dans les PME (69,2%) comparable à la moyenne des pays analysés (69,0%). De plus, on constate une distribution relativement homogène des emplois entre les quatre classes de taille. Ainsi les microentreprises suisses attirent 23,6% de l'emploi de l'économie marchande, les petites entreprises 24,7% et les moyennes entreprises 20,8%. Avec un écart de 10 points de pourcent entre la classe qui emploie le plus de personnes et celle qui en emploie le moins, la Suisse se classe parmi les pays dont la répartition de l'emploi est la plus homogène. À l'inverse, l'Italie (33,1 points de pourcent), le Royaume-Uni (31,1 points de pourcent) et l'Espagne (27,5 points de pourcent) sont les pays où la répartition de l'emploi est la plus hétérogène.

Sans surprise, la Grèce présente la plus grande part d'emplois dans les PME (88,4%), avec une majorité d'emplois dans les microentreprises (59,4%). Fait remarquable, une poignée de grandes entreprises (soit 0,04% du total) de ce pays attire environ 11,6% des emplois. Le Royaume-Uni affiche un profil différent. Avec seulement 53,2% d'emplois dans les PME, c'est de loin le pays qui concentre le plus d'emplois dans les grandes entreprises. Le tableau T 7 et le graphique G 9 illustrent le fait que le tissu économique suisse et de la majorité des pays est basé principalement sur les PME. En Suisse, une part significative de l'emploi se trouve dans les grandes entreprises (30,8%). La Suisse est certes classée derrière des pays comme Royaume-Uni (46,9% d'emplois dans les grandes entreprises), l'Allemagne (36,9%) ou la France (36,7%); cependant elle se situe devant l'Espagne (27,1%), l'Italie (20,9%) et bien sûr la Grèce (11,6%).

Répartition des emplois par classes de taille en comparaison internationale, en 2014 **G 9**



Sources: OECD – SDBS Structural Business Statistics; OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

8 Conclusion

Avec une part de 99,7% des unités de production du secteur marchand, les PME constituent la quasi-totalité de l'appareil de production helvétique. Les PME sont essentiellement composées de microentreprises, qui représentent près de 9 entreprises sur 10. Dès lors, les petites entreprises ainsi que les entreprises moyennes constituent une part marginale des unités de production, avec des parts relatives de 8,4% et 1,5%.

Cette image, à première vue très contrastée, de la structure économique suisse est à nuancer avec l'analyse de la répartition de l'emploi total entre les différentes classes de taille. En effet, on observe une remarquable homogénéité des poids. Ainsi, les microentreprises occupent plus d'un quart de l'emploi total du secteur marchand. Les petites entreprises et les entreprises moyennes ont chacune une part relative légèrement supérieure à 20%. Les grandes entreprises (250 emplois et plus) représentent environ 3 emplois sur 10, soit une part très proche de celle des microentreprises.

Cette relative homogénéité dans la répartition de l'emploi par classe de taille ne se retrouve évidemment pas dans les branches d'activité économique. En effet, du fait des caractéristiques propres à chaque activité (besoins d'investissement, économies d'échelle, degré de compétitivité, etc.), les parts varient beaucoup. La part des microentreprises est ainsi relativement faible dans les activités manufacturières et industrielles, qui se caractérisent par la présence d'unités de plus grande taille. La part des grandes entreprises est particulièrement élevée dans les activités de transport et dans les activités financières.

On retiendra cependant le profil singulier de la branche «Santé». Alors qu'elle est constituée essentiellement de microentreprises (92,1%), près de la moitié de l'emploi est contenue dans les grandes entreprises. Cette situation s'explique par la grande hétérogénéité des institutions actives dans cette branche. On y trouve, par exemple, une quantité importante de cabinets médicaux comportant quelques emplois seulement, et dans le même temps, de nombreuses infrastructures hospitalières comptant plusieurs centaines, voire milliers, d'emplois.

Finalement, en comparaison internationale, la part des microentreprises en Suisse diffère peu de celle observée dans les autres pays. Notre pays présente un profil similaire à celui de l'Allemagne et de l'Autriche. En considérant le poids de chaque classe de taille dans l'emploi total de l'économie marchande, on constate une plus grande homogénéité en Suisse. L'importance de l'emploi des PME helvétiques, tout comme celle des grandes entreprises, se situe dans les parts moyennes observées pour chaque classe de taille des pays analysés.

Annexe

Description des activités économiques couvertes par la (STATENT), selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008) TA 1

Section	Titre	Division	Titre
A	Agriculture, sylviculture et pêche	01	Culture et production animale, chasse et services annexes
		02	Sylviculture et exploitation forestière
		03	Pêche et aquaculture
B	Industries extractives	05	Extraction de houille et de lignite
		06	Extraction d'hydrocarbures
		07	Extraction de minerais métalliques
		08	Autres industries extractives
		09	Services de soutien aux industries extractives
C	Industrie manufacturière	10	Industries alimentaires
		11	Fabrication de boissons
		12	Fabrication de produits à base de tabac
		13	Fabrication de textiles
		14	Industrie de l'habillement
		15	Industrie du cuir et de la chaussure
		16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles
		17	Industrie du papier et du carton
		18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements
		19	Cokéfaction et raffinage
		20	Industrie chimique
		21	Industrie pharmaceutique
		22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
		23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques
		24	Métallurgie
		25	Fabrication de produits métalliques
		26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
		27	Fabrication d'équipements électriques
		28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.
		29	Industrie automobile
		30	Fabrication d'autres matériels de transport
		31	Fabrication de meubles
		32	Autres industries manufacturières
		33	Réparation et installation de machines et d'équipements
D	Production et distribution d'énergie	35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
E	Production et distribution d'eau; gestion des déchets	36	Captage, traitement et distribution d'eau
		37	Collecte et traitement des eaux usées
		38	Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération
		39	Dépollution et autres services de gestion des déchets
F	Construction	41	Construction de bâtiments
		42	Génie civil
		43	Travaux de construction spécialisés
G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
		46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles
		47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles

Source: OFS – Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

© OFS 2017

Description des activités économiques couvertes par la (STATENT), selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008) (fin) TA 1

Section	Titre	Division	Titre
H	Transports et entreposage	49	Transports terrestres et transport par conduites
		50	Transports par eau
		51	Transports aériens
		52	Entreposage et services auxiliaires des transports
		53	Activités de poste et de courrier
I	Hébergement et restauration	55	Hébergement
		56	Restauration
J	Information et communication	58	Édition
		59	Production de films cinématographiques, de programmes de télévision; édition musicale
		60	Programmation et diffusion
		61	Télécommunications
		62	Programmation, conseil et autres activités informatiques
		63	Services d'information
K	Activités financières et d'assurance	64	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
		65	Assurance
		66	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
L	Activités immobilières	68	Activités immobilières
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	69	Activités juridiques et comptables
		70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion
		71	Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques
		72	Recherche-développement scientifique
		73	Publicité et études de marché
		74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
		75	Activités vétérinaires
N	Activités de services administratifs et de soutien	77	Activités de location et location-bail
		78	Activités liées à l'emploi
		79	Activités des agences de voyage, voyagistes; services de réservation
		80	Enquêtes et sécurité
		81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager
		82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises
O	Administration publique	84	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire
P	Enseignement	85	Enseignement
Q	Santé humaine et action sociale	86	Activités pour la santé humaine
		87	Hébergement médico-social et social
		88	Action sociale sans hébergement
R	Arts, spectacles et activités récréatives	90	Activités créatives, artistiques et de spectacle
		91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles
		92	Organisation de jeux de hasard et d'argent
		93	Activités sportives, récréatives et de loisirs
S	Autres activités de services	94	Activités des organisations associatives
		95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques
		96	Autres services personnels

Source: OFS – Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

© OFS 2017

Description des groupes de formes juridiques TA 2

Groupe de formes juridiques	Formes juridiques
Entreprises individuelles	Entreprise individuelle
Sociétés de personnes	Société simple; Société en nom collectif; Société en commandite
SA	Société par actions; Société en commandite par actions
Sàrl	Société à responsabilité limitée GMBH/SARL
Sociétés coopératives	Société coopérative
Associations, fondations	Association; Fondation
Sociétés de capitaux étrangers	Filiale étrangère inscrite au registre du commerce; Filiale étrangère non inscrite au registre du commerce
Entreprises publiques	Institut de droit public; Entreprise de la Confédération; Entreprise du canton; Entreprise du district; Entreprise de la commune; Entreprise d'une corporation de droit public

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2017

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise plusieurs moyens et canaux pour diffuser ses informations statistiques par thème.

Les domaines statistiques

00 Bases statistiques et généralités
01 Population
02 Espace et environnement
03 Travail et rémunération
04 Économie nationale
05 Prix
06 Industrie et services
07 Agriculture et sylviculture
08 Énergie
09 Construction et logement
10 Tourisme
11 Mobilité et transports
12 Monnaie, banques, assurances
13 Sécurité sociale
14 Santé
15 Éducation et science
16 Culture, médias, société de l'information, sport
17 Politique
18 Administration et finances publiques
19 Criminalité et droit pénal
20 Situation économique et sociale de la population
21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Les principales publications générales

L'Annuaire statistique de la Suisse

L'Annuaire statistique de la Suisse de l'OFS constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il englobe les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Le Mémento statistique de la Suisse

Le mémento statistique résume de manière concise et attrayante les principaux chiffres de l'année. Cette publication gratuite de 52 pages au format A6/5 est disponible en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais).

Le site Internet de l'OFS: www.statistique.ch

Le portail «Statistique suisse» est un outil moderne et attrayant vous permettant d'accéder aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

La banque de données des publications pour des informations détaillées
Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, vous pouvez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).
www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?

Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.
www.news-stat.admin.ch

STAT-TAB: la banque de données statistiques interactive

La banque de données statistiques interactive vous permet d'accéder simplement aux résultats statistiques dont vous avez besoin et de les télécharger dans différents formats.
www.stattab.bfs.admin.ch

Statatlas Suisse: la banque de données régionale avec ses cartes interactives

L'atlas statistique de la Suisse, qui compte plus de 3000 cartes, est un outil moderne donnant une vue d'ensemble des thématiques régionales traitées en Suisse dans les différents domaines de la statistique publique.
www.statatlas-suisse.admin.ch

Pour plus d'informations

Service de renseignements statistiques de l'OFS
058 463 60 11, info@bfs.admin.ch

Les petites et moyennes entreprises (PME) tiennent une place prépondérante dans le tissu économique suisse. Elles sont définies sur la base du critère de l'emploi. Ainsi les entreprises considérées comme PME sont des entreprises marchandes ayant moins de 250 emplois. Elles représentent en 2015 près de 99,7% des entreprises du secteur marchand et absorbent plus de deux tiers de l'emploi actif dans ce secteur. Ce poids considérable dans l'économie est stable depuis plusieurs années. On retrouve d'ailleurs une structure comparable dans la plupart des pays partenaires de la Suisse.

L'Office fédéral de la statistique propose dans cette publication une analyse de la structure des PME suisses du point de vue de leur taille, de leur répartition géographique, de leurs activités économiques ainsi que de leur forme juridique.

Commandes d'imprimés
Tél. 058 463 60 60
Fax 058 463 60 61
order@bfs.admin.ch

Prix
Fr. 7.– (TVA excl.)

Téléchargement
www.statistique.ch (gratuit)

Numéro OFS
1662-1500

ISBN
978-3-303-06323-1

La statistique compte pour vous.

www.la-statistique-compte.ch